

Pantin, le 28 septembre 2017

## POUR LA MISE EN PLACE D'UN LABEL « RSE » DANS L'AGRICULTURE

**Annoncés par le Président de la République en juin, les Etats Généraux de l'Alimentation se sont ouverts en France ce mois-ci. Dans le même temps Le CETA, traité de libre-échange conclu entre le Canada et l'Union européenne est mis en œuvre depuis le 21 septembre. Ces deux événements impacteront fortement l'avenir de la filière agricole française. La CFTC propose des pistes de réflexion pour promouvoir une agriculture vertueuse.**

Les Etats Généraux de l'Alimentation ont pour but de « *relancer la création de valeur et en assurer l'équitable répartition ; permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes ; Accompagner la transformation des modèles de production pour mieux répondre aux attentes des consommateurs* ».

De son côté, **le CETA est jugé « décevant et franchement absent sur les questions environnementales et sanitaires »** par [le rapport de la commission](#) ad hoc chargée d'analyser son impact. Au regard des conclusions apportées par cette commission, un collectif a demandé la suspension provisoire de l'application du CETA. La CFTC s'est jointe à cette demande ([cf communiqué](#)).

Profitant de la focale médiatique mise sur les Etats Généraux de l'Alimentation, la CFTC réclame la création d'un groupe de travail qui réfléchirait à **la mise en place d'un label RSE dans l'agriculture.**

Pour la CFTC, préparer l'avenir de l'alimentation nécessite de développer une agriculture innovante et réactive, capable de répondre aux enjeux actuels mais aussi d'anticiper ceux futurs (robotique et numérique, transition écologique, bien-être animal, qualité des produits, juste rémunération de tous les acteurs de la filière). L'agriculture de demain se doit aussi d'être vertueuse, que ce soit sur les plans économique, environnemental et social.

Ces objectifs ne seront atteints qu'en **investissant dans le capital humain et en encourageant les bonnes pratiques.**

### **Priorité à l'Humain**

Les évolutions des modèles économiques de production et de vente (circuits courts et de proximité), ainsi que les transitions écologique et numérique, nécessitent la mise en place d'une politique ambitieuse d'accompagnement au changement.

Dans ce cadre, nous demandons en premier lieu que des études soient réalisées pour mesurer les impacts de ces évolutions sur l'emploi, les besoins en compétences, les

conditions de travail, ainsi que sur l'environnement et la santé. Les données récoltées doivent servir à adapter et à investir dans l'enseignement agricole et la formation professionnelle, tout en veillant à l'amélioration des conditions de travail.

### Promouvoir une agriculture vertueuse

Afin d'être généralisées, les meilleures pratiques économiques, sociales et environnementales doivent davantage être encouragées.

Le développement d'outils et de certifications, tels que des chartes éthiques ou un label « agriculture responsable », pourrait contribuer à les valoriser. C'est pourquoi, la CFTC propose la mise en place d'un groupe de travail pour réfléchir à la création d'un label RSE dans l'agriculture. Ces réflexions pourraient être menées par les partenaires sociaux dans le cadre de [l'appel à candidature lancé par la plateforme RSE pour expérimenter un label sectoriel](#).

L'objectif d'une telle démarche n'est pas de créer une certification de plus dans le domaine alimentaire, mais bien de pallier un manque actuel. En effet, les labels existants ne prennent généralement en compte qu'une seule dimension : le respect de l'environnement ou les conditions d'élevage ou la provenance du produit... Or, les attentes des acteurs de la filière (du producteur au consommateur) sont plurielles, tous comme les risques pesant sur le secteur.

Pour s'en prémunir, il apparaît donc nécessaire de développer **un label plus complet**, qui tienne en compte de façon équilibrée des questions environnementales, économiques et sociales. Ce dernier volet est d'ailleurs le grand oublié, puisqu'il n'existe pas de labels garantissant des pratiques sociales vertueuses, que ce soit en termes de dialogue social, de conditions de travail ou de rémunérations. Pour ces raisons, la CFTC souhaite **un label « agriculture responsable »** global et équilibré.

**Sur le volet économique**, la CFTC insiste sur l'importance d'une juste répartition de la valeur ajoutée entre les acteurs de la filière, sans oublier l'investissement productif, ainsi que sur la nécessité de garantir des échanges commerciaux sains.

**Sur le volet social**, l'évolution des besoins de compétences et d'une offre de formation initiale et continue adaptée, l'amélioration des conditions de travail, de juste revenus, ainsi qu'une participation aux bénéfices, sont des critères qui doivent être pris en compte.

**Sur le volet environnemental et sanitaire**, il s'agit de mettre en place des mesures pour favoriser la transition écologique, garantir le bien-être animal, la qualité et la sécurité des produits, ainsi qu'une utilisation raisonnée des intrants.

**La CFTC insiste enfin pour que les produits labellisés soient accessibles à tous. Or, ceux-ci, à l'image des produits certifiés bio, sont coûteux et réservés à une partie de la population. C'est pourquoi la CFTC est favorable à l'adoption d'avantages fiscaux, comme par exemple une TVA réduite sur ces produits.**